

de terreur la contrée par un grand exemple, et de détruire Laghouat de fond en comble, en rasant les maisons et en arrachant les palmiers, en transportant, enfin, la population entière sur un autre point de l'Algérie, et pendant plusieurs jours, nous vîmes, chaque matin, partir des corvées qui allaient abattre des palmiers et faire tomber les clôtures des jardins. Cependant, à Alger, on recula devant ce vandalisme, et, quand l'ordre arriva d'y renoncer, les vainqueurs, trop peu nombreux d'ailleurs pour ce travail grandiose, n'avaient encore tracé dans l'oasis qu'une vaste tranchée qui devint un beau boulevard, coupant les jardins et conduisant aux portes de la ville. En attendant qu'il fût statué sur l'avenir de la malheureuse oasis, la garde de la ville avait été confiée aux deux bataillons de zouaves du lieutenant-colonel Clerc qui s'étaient établis dans les maisons abandonnées, sans un très grand souci de la conservation de ces édifices.

La population entière, considérée comme prisonnière de guerre, était parquée à côté de notre camp et gardée par deux compagnies d'infanterie. On lui apportait, chaque jour, quelques caisses de biscuit de troupe, et, matin et soir, on la menait boire à la rivière, comme du bétail.

Le général avait décidé que les corps des officiers tués à Laghouat seraient enterrés sur la brèche, en grande cérémonie. L'abbé Suchet, grand vicaire de l'évêque d'Alger, qui venait d'arriver au camp avec le général Rivet, chef d'état-major général de l'armée d'Afrique, devait officier sur un autel dressé en plein vent, et qui formait le côté d'un quadrilatère dont le 2^e de zouaves dessinait les trois autres côtés. Les corps furent déposés sur deux prolonges d'artillerie, et le général en chef, suivi de tous les officiers, prit la tête du cortège.

Pour arriver sur la brèche, on avait établi une voie

en lacet destinée aux deux corbillards improvisés, et, passant par un sentier de piétons, le général ainsi que ses officiers allèrent les attendre sur l'esplanade où étaient rangés les zouaves. Là, il se passa une scène tout à fait pénible. Le général ne pouvait pas sentir le colonel Clerc, grand et superbe officier, à la taille svelte, aux traits fins, à l'abondante chevelure, très soigné, très élégant, très musqué même, qui avait une apparence tout à fait juvénile, et qui devait mourir commandant d'une brigade de grenadiers de la Garde, le jour de Magenta, au pont de Buffalora, sur le Naviglio-Grande.

Pendant que nous attendions tous en silence, le général interpella brusquement le colonel, en lui disant : « Colonel, vous avez enfreint l'ordre formel que j'avais donné. — Et lequel, mon général ? — J'avais prescrit de faire porter au quartier général toutes les armes de prix trouvées dans Laghouat. Or, vos zouaves ont vendu des fusils garnis de capucines d'argent et d'incrustations de corail. Vous-même avez acheté une de ces armes. »

Le colonel essaya de se justifier, en alléguant qu'on avait exagéré la valeur de ces armes ; qu'il avait acheté à un zouave un fusil, comme souvenir du combat ; qu'il n'avait pas cru enfreindre les ordres. Ces explications ne firent qu'irriter davantage le général, et nous entendîmes des phrases véritablement disproportionnées avec la faute commise, en admettant qu'il y eût eu faute. — « Vous avez sali nos triomphes. Je vous ferai passer devant un conseil de guerre. » Comme le colonel continuait à se défendre, le général lui dit : « Rendez-vous aux arrêts », et, sa victime ne bougeant pas, il ajouta : « aux arrêts de rigueur », ce qui entraînait la cessation immédiate de tout service.

Alors, le colonel Clerc, débouclant son ceinturon, jeta son sabre aux pieds du général, qui, comprenant qu'il

était allé trop loin, dit aussitôt : « Reprenez votre sabre. » L'officier obéit, au milieu d'un silence de mort. Les efforts qu'il faisait pour se contenir lui faisaient venir les larmes aux yeux. — « Vous pleurez, colonel ! dit l'impitoyable Pélissier. — Ce sont les nerfs, mon général. — Eh bien, buvez un verre d'eau, cela les calmera. » — A ce moment, les prolonges chargées de cercueils débouchaient sur la brèche, l'abbé Suchet montait à l'autel. Le service divin fut suivi de la bénédiction dernière, et les corps furent déposés dans les fosses.

Le général laissa tomber sur eux quelques-unes de ces paroles pleines de sensibilité et d'énergie dont il avait le secret, et le colonel Clerc lut un discours fort éloquent. Ce discours se terminait par l'éloge du général et par l'expression des sentiments de respect, de confiance et de dévouement que les troupes nourrissaient pour celui qui venait de les conduire à la victoire.

Le colonel lut ce passage très vite, et sans lever les yeux sur son chef. Et nous nous séparâmes sur la double et triste impression de cette cérémonie funèbre et de la scène pénible qui l'avait accompagnée. Mais, avant de nous éloigner, nous vîmes le commandant Cassaigne, premier aide de camp du général Pélissier, le seul peut-être qui eût quelque influence sur cette âme de fer, et le colonel Deligny qui venait de marcher à la tête de la colonne d'assaut, s'approcher du colonel Clerc et lui serrer ostensiblement la main, pour bien lui marquer qu'il n'avait perdu ni l'estime ni l'affection de ses camarades. En accompagnant son chef au quartier général, Cassaigne affecta de garder le silence et de ne répondre que par des monosyllabes aux efforts que faisait le général pour soutenir la conversation. Ce dernier, n'y tenant plus, finit par lui dire : « Cassaigne, vous me boudez ? — Certainement ; on ne traite pas un brave officier comme vous venez de le faire. — C'est

bon ; allez chercher votre ami Clerc et emmenez-le dîner avec nous. » Le colonel Clerc vint, le soir, dîner au quartier général ; et il ne fut plus question de rien.

J'ai parlé tout à l'heure de l'arrivée parmi nous du général Rivet.

C'était un officier tout à fait hors ligne ; il avait passé de l'École polytechnique dans l'artillerie, puis, comme chef d'escadrons, aux spahis, à leur réorganisation en 1845, puis, comme colonel, au 8^e de hussards. Son mérite exceptionnel justifiait son avancement exceptionnel. Bugeaud l'avait pris comme officier d'ordonnance. A son départ pour l'armée de Crimée, le général Pélissier le prit comme chef d'état-major général du premier corps. C'est en cette qualité qu'il reçut une mort glorieuse, dans les tranchées de Sébastopol, le 8 septembre 1855, le jour de la prise de Malakoff. Il fut un de ceux dont j'ai reçu le plus de témoignages de bienveillance et d'amitié. Il est un de ceux dont le souvenir reste vivant dans mon cœur reconnaissant de vieux soldat. Il venait, envoyé par le Gouverneur général, pour étudier le parti qu'on pouvait tirer de Laghouat. Le général Randon répugnait à s'étendre aussi loin, alors qu'aux portes mêmes d'Alger, les populations kabyles habitant le massif montagneux du Djurdjura, stables, laborieuses, industrieuses, dotées de mœurs qui rappellent celles de nos paysans, étaient encore soustraites à notre influence.

Le général Rivet vainquit ses irrésolutions. Il fit suspendre l'œuvre de destruction entreprise par le commandant en chef, et décider l'occupation permanente de Laghouat par une garnison française. Le choix du commandant du nouveau poste fut très laborieux. Le capitaine Guard, à qui ces fonctions semblaient réservées, s'était rendu impossible, car il était, en définitive, l'auteur principal de la défection des Larbâ, qui avait amené la révolte de Laghouat. C'était

lui qui avait excité leur chef, Ben-Chôra, contre notre vieil allié Ben-Salem, qu'il détestait pour une cause des plus futiles. Guard, qui vivait très à l'écart de ses camarades et qui préludait par des idées sombres à l'attaque de folie à laquelle il devait succomber, avait pour maîtresse une femme arabe, Haïffa. Un des trois fils de Ben-Salem, Taouti, la lui enleva, et, pour se venger, Guard brouilla les cartes, de sorte qu'en définitive tous les braves officiers que nous venions de perdre, tous les pauvres diables de troupiers qui venaient de laisser leur peau à Laghouat étaient morts pour une femme, comme de simples Grecs et de simples Troyens.

La candidature de Guard étant écartée, le général Yusuf posa la mienne devant le général Péliissier, qui lui répondit : « Vous savez si j'aime du Barail, mais il est trop jeune de grade pour commander ici ; car je suis forcé de laisser une assez forte garnison, et il y rencontrerait des capitaines plus anciens de grade que lui. Il faut que je mette ici un officier supérieur, chef de bataillon ou lieutenant-colonel. Quant à du Barail, qu'il reste ici comme chef du bureau arabe. Je le proposerai pour le grade de chef d'escadrons, et dès qu'il aura été nommé, il aura le commandement. Aujourd'hui, ce n'est pas possible, ça ferait trop d'histoires ! »

Je ne me doutais pas le moins du monde des discussions dont j'étais l'objet, et je ne songeais pas du tout qu'on pût me confier une aussi lourde tâche. Je souffrais du foie. J'avais demandé et obtenu, pour la fin de la campagne, un congé de convalescence qui me permit d'aller me soigner en France. Pourtant, lorsque le général Yusuf, sans entrer dans tous ces détails, me demanda si je voulais être chef du bureau arabe à Laghouat, avec la perspective d'en avoir le commandement comme chef d'escadrons, plus tard, j'acceptai des deux mains. Je n'étais capitaine que depuis quatre

ans et trois mois, et je comprenais parfaitement qu'à la suite d'un avancement aussi rapide, il fallait faire preuve de zèle et intimer à mon foie l'ordre d'attendre. J'avais été, il est vrai, proposé régulièrement, à l'inspection précédente, pour le grade supérieur, et j'avais obtenu le numéro 13. J'aurais été plus favorisé si mon oncle, le général de Chalandar, qui faisait partie de la commission de classement, ne m'avait pas porté le quarante-cinquième sur sa liste, afin de n'être pas accusé de népotisme.

Les choses en étaient là, quand, une semaine après la prise de la ville, le général Yusuf me délégua auprès du général Péliissier. Profitant du désordre de la conquête, les goums d'Oran et les goums d'Alger s'étaient pillés mutuellement, et il s'agissait de demander au commandant en chef l'institution d'une commission arbitrale qui mît fin à leurs réclamations réciproques.

Quand je me présentai au quartier général, le général Péliissier, en bras de chemise et coiffé d'une petite calotte grecque brodée par les doigts d'une certaine fée, était en train de laver la tête à son chef d'état-major, le lieutenant-colonel Joinville, que nous appelions le citoyen Joinville, à cause de son attitude pendant la Révolution de 48. Il lui reprochait la mauvaise tenue du camp.

— Comment voulez-vous, criait-il, que mon camp soit bien tenu, quand c'est mon chef d'état-major qui donne l'exemple de l'ordure et de la malpropreté ? Demandez à ce jeune homme, continua-t-il en m'apercevant, si, quand j'avais l'honneur d'être chef d'état-major de la division d'Oran, les choses n'étaient pas mieux en ordre. » Il lança encore au malheureux cette injure suprême : « Tenez, votre bivouac est plus sale que celui d'un brigadier du train. »

Puis, se retournant brusquement de mon côté : « Et vous, dit-il, que me voulez-vous ? »

Pendant que le pauvre Joinville s'en allait, j'expliquai brièvement mon affaire. Il était en verve : « Vous ne perdrez donc jamais, dit-il, vos habitudes de vol et de déprédation? — Mon général, répondis-je, sans me laisser démonter et faisant allusion aux fameuses razzias exécutées sous ses yeux pendant la campagne de Mascara, ce sont des habitudes de jeunesse que j'ai prises sous vos ordres. Et, à ce titre, elles me sont trop chères pour que j'y renonce. »

Il fut content de la parade et me dit : « Eh bien, venez déjeuner avec moi. » Puis, s'apercevant que ma croix s'était détachée et qu'il n'en restait plus que la couronne après le ruban rouge, il ajouta : « Tiens! vous avez perdu votre croix! Venez, que je vous en donne une qu'on a trouvée à Laghouat. » Et, m'emmenant dans sa tente, il me fit cadeau d'une croix, recueillie dans la ville, et prise probablement par les Arabes à une de leurs victimes. Je l'ai encore.

Le déjeuner, auquel assistaient son aide de camp, le commandant Cassaigne, et son officier d'ordonnance, un peu son souffre-douleur, le capitaine de Rollepote, qui a été retraité comme colonel de pontonniers, fut très gai. Au dessert, il m'annonça qu'il me nommait commandant du poste de Laghouat, et comme je me confondais en remerciements : « C'est bon! c'est bon! dit-il, vous n'avez pas besoin de me remercier. Je n'ai pas pu faire autrement. Je n'ai pas trouvé d'officier supérieur qui voulût accepter. Vous allez être gêné par votre peu d'ancienneté, mais on s'arrangera. »

En effet, dans la colonne de Médéah, qui allait fournir la garnison, il n'y avait que deux officiers supérieurs à qui l'emploi aurait convenu, et tous deux s'étaient recusés. Le premier était le lieutenant-colonel Roze, qui a commandé plus tard une brigade d'infanterie de la Garde et a quitté l'armée comme général de division. Il attendait ses épauettes de colonel à la fin de l'expé-

dition et ne voulait pas compromettre sa santé, déjà éprouvée par un long séjour en Afrique. Le second était mon commandant direct, le chef d'escadrons de Francq. Je l'aurais volontiers accepté pour chef et secondé de mon mieux; mais il arrivait des dragons, débutait en Afrique, et il n'osait pas accepter une situation dont il s'exagérait sans doute les difficultés. En arrivant au régiment, il avait été prévenu contre moi par son collègue, le commandant Fénis de Lacombe, qui ne m'aimait guère, et qui m'avait représenté comme un officier indépendant. Le portrait était chargé, faux même, car si, comme chef de bureau arabe, j'échappais forcément à l'autorité des officiers supérieurs qui ne me le pardonnaient pas, comme capitaine d'escadron et dans le rang, j'étais, j'ose le dire, le plus discipliné de tous les officiers.

D'ailleurs, je me débarbouillai bien vite à ses yeux, en me mettant, avec empressement, à sa disposition pour lui rendre une foule de petits services. Comme il avait bon caractère, nous nous liâmes étroitement pendant la campagne. Par un singulier hasard de carrière, quelques années plus tard, j'eus de Francq comme lieutenant-colonel, quand je pris le commandement du 3^e de chasseurs d'Afrique. Et jamais il n'a eu à se plaindre de moi.

La garnison de Laghouat, que j'allais avoir à commander et qui était réellement trop importante pour un officier de mon grade, si je n'avais pas dû bientôt passer chef d'escadrons, était ainsi composée : deux compagnies de zouaves, deux compagnies du 60^e de ligne dont une de grenadiers, deux compagnies de tirailleurs indigènes, deux compagnies du 2^e bataillon d'infanterie légère d'Afrique, un escadron de cavalerie commandé par le capitaine de Sezicy, formé par deux pelotons du 1^{er} de chasseurs d'Afrique et deux pelotons de mon escadron de spahis. La difficulté principale était

l'impossibilité de trouver des compagnies dont tous les capitaines fussent moins anciens de grade que moi. Le général y pourvut, en permettant aux capitaines de laisser leur compagnie à leur lieutenant, et de rentrer à leur corps.

Les deux capitaines de zouaves, seuls, profitèrent de cette permission. Les autres acceptèrent de bonne grâce cette infraction au règlement, qui ne reconnaît qu'aux généraux le droit d'être appelés à un commandement sans condition d'ancienneté, et l'un d'eux, pourtant, celui qui commandait la compagnie du centre du 60^e, avait près de vingt ans de grade. Il reçut, peu de jours après, sa nomination de chef de bataillon, à l'ancienneté, sur toute l'arme. Enfin, la garnison était complétée, en prévision des grands travaux que nous allions avoir à exécuter, par un détachement d'une centaine d'ouvriers de toutes professions, commandés par un lieutenant, et dépendant du service du génie du capitaine Schœnnagel.

Toutes les questions de détail étant réglées, je vins, à la tête de ma garnison, prendre possession de Laghouat, où m'attendait, devant ses zouaves rangés sous les armes, le colonel Clerc qui me remit le commandement, suivant les prescriptions du cérémonial militaire, avant de rentrer lui-même au camp de la division d'Oran. C'était le 14 décembre 1852.

Le 15, le général Yusuf levait son camp de Ras-el-Mâ pour retourner à Médéah. Le commandant Pein partait en même temps, pour ramener sa petite colonne à Bouçaada. Enfin, le 17, à sept heures du matin, le général Péliissier, le général Rivet et la colonne d'Oran quittèrent à leur tour Laghouat. Je reconduisis à cheval le commandant en chef à une assez grande distance de la ville, et je pourrais redire mot pour mot les paroles que nous échangeâmes pendant cette chevauchée.

LE GÉNÉRAL. — Mon pauvre enfant, je ne vous

laisse pas précisément sur un lit de roses. Mais je suis certain que vous saurez vous débrouiller.

MOI. — Je tâcherai, mon général. Mais je ne vous cache pas que je trouverais la situation plus douce si vous pouviez me laisser un peu d'argent.

LE GÉNÉRAL. — De l'argent ! Mais où voulez-vous que j'en prenne ? Je n'ai pas un sou, ni sur moi ni dans mes caisses.

MOI. — A défaut d'argent, je me contenterais d'un peu de viande.

LE GÉNÉRAL. — De la viande ! J'en ai à peine assez pour nourrir ma colonne, jusqu'à ce que je puisse la ravitailler.

MOI. — Alors, c'est bien, on essayera de s'en passer. Avez-vous d'autres instructions à me donner ?

LE GÉNÉRAL. — Une seule : celle de vous montrer digne de la confiance que j'ai en vous. Je ne sais pas en face de quelles difficultés vous allez vous trouver ; mais, quelles qu'elles soient, rappelez-vous le nom que vous portez.

Il me tendit les bras, et, sans descendre de cheval, nous nous embrassâmes. Je sentis dans ses mains un frémissement. Je vis dans son bel œil dur une crispation attendrie que son ordinaire impassibilité gouailleuse rendait encore plus saisissante. Je saluai, échangeai des poignées de main avec les camarades qui l'entouraient ou marchaient derrière lui, à la tête de leur corps, et je rentraï dans mon petit royaume vert, perdu dans les sables du désert, et encore bouleversé. J'y rentraï plein d'entrain et d'espoir, car il me semblait que je venais de puiser des forces physiques et morales infinies, en touchant de ma poitrine le cœur de ce grand homme de guerre.

Pourtant, quand la colonne d'Oran commença à se perdre à mes yeux, dans la poussière que soulevaient ses pas, et quand, à la tête de la demi-douzaine de ca-

marades qui rentraient avec moi à Laghouat, j'eus repris le chemin du Sud, je me fis un peu l'effet de l'ouvrier, père de famille, qui rentre chez lui, le soir, sans avoir trouvé du travail pendant la journée, et sans avoir pu acheter la miche de pain quotidienne. J'étais à plus de soixante-dix lieues du premier poste français; Boghar. Je venais de le commander et je savais parfaitement qu'il était incapable lui-même de me prêter le moindre secours.

La ville que j'occupais était démantelée, éventrée par la brèche que nous lui avions faite pour la prendre, éventrée par la brèche que ses défenseurs lui avaient faite pour en sortir, et en partie détruite systématiquement. Je n'avais rien à craindre matériellement de sa population, réduite à l'état de troupeau tremblant; mais le sort que nous lui avions fait subir devenait un embarras pour moi, puisqu'il la mettait à ma charge. Quant aux populations environnantes, elles étaient trop terrifiées par cette répression sanglante pour rien entreprendre d'immédiat, mais, dix fois domptées et dix fois insurgées, elles restaient profondément hostiles et prêtes à écouter le premier aventurier dont le souffle rallumerait en elles la haine du chrétien.

Enfin, j'avais sur les bras une garnison de plus de mille hommes, y compris deux cents blessés, parmi lesquels un officier général et dix officiers de différents grades. Et, pour nourrir tout ce monde-là, à part quelques caisses de biscuit et quelques sacs de riz, je n'avais rien; mais littéralement rien! ce qui s'appelle rien; pas un bœuf, pas un mouton, pas un morceau de lard ou de viande salée, pas un centime pour en acheter et pour payer le prêt échu.

Je ruminais mon dénuement, en me laissant aller au pas cadencé de ma monture qui, comme les chevaux d'Hippolyte, « semblait se conformer à ma triste pensée ». Et il faut croire que mon visage la reflétait aussi, car

je m'entendis interpellé en arabe par un cavalier, qui était venu se mettre botte à botte avec moi, et qui me disait :

— Du Barail, tu n'as pas l'air content! Qu'est-ce que tu as? C'était le second fils du pauvre vieux Ben-Salem; c'était Cheick-Ali qui était venu avec moi accompagner la colonne du général.

— Ah! c'est toi! lui dis-je, eh bien, tu as raison; je ne suis pas gai. Je suis dans la plus horrible détresse. Je puis bien te le dire : je n'ai ni argent ni vivres. Je ne sais pas avec quoi on fera la soupe, ce soir, non seulement pour la garnison, mais pour les blessés.

Cheick-Ali me dit simplement :

— Combien te faudrait-il d'argent?

— Quarante mille francs.

— Tu les auras dans une heure. Et de la viande, combien t'en faut-il?

— Il me faudrait cent bœufs et cinq cents moutons.

— Tu les auras avant midi.

Et il partit en avant à toute bride. Je n'ai jamais su comment il s'y prit. Il est probable qu'il avait trouvé, chez le marabout d'Aïn-Mahdi, un dépôt sûr pour son argent, au début des troubles, tout en en conservant une partie dans quelque cachette, à Laghouat. Quant à ses troupeaux, ils formaient une petite tribu, vivant presque toute l'année entre le M'zab et Laghouat, et confiée à des gens qu'on appelait les Mékalifs-el-Adjérab (les Mékalifs galeux). Je ne sais pas trop pourquoi ils ont mérité ce surnom. Toujours est-il qu'en rentrant à Laghouat, je trouvai ses serviteurs déjà occupés à transporter à mon logis les sacs d'écus et que, quelques minutes avant midi, les cent bœufs et les cinq cents moutons débouchaient devant ma porte, d'où ils partirent pour être confiés à l'Intendance, pendant que l'argent était distribué aux officiers payeurs et aux chefs des différents services, contre des reçus.